

## Agriculture – PAC

**Message clé : Orienter les aides de la politique agricole commune vers une agriculture soutenable et liée au territoire.**

### Pourquoi FNE est-elle attachée à une PAC forte ?

- Pour FNE, l'agriculture n'est **pas une activité économique comme les autres** (rôle nourricier, sensibilité aux aléas climatiques, sanitaires et économiques, impact direct sur les ressources naturelles : le sol, l'eau, l'air, la biodiversité, maintien du tissu rural, identité des territoires). C'est dire si elle relève de **l'intérêt général**. Les produits de l'agriculture ne peuvent donc pas être confiés aux seules mains du marché.
- Une **politique publique** est indispensable pour garantir la fourniture à tous et à long terme de produits agricoles. Cette politique doit être mise en place à l'échelle de l'Union européenne : il est nécessaire d'éviter les distorsions de concurrence entre Etats membres et de mettre en avant les spécificités de l'agriculture européenne. Mosaïque de territoires, l'Europe se distingue aussi par la diversité de ses modes de production.

### Pourquoi réformer la PAC ?

- A sa création, la PAC visait à **stimuler la production agricole européenne**. Si elle a su relever ce défi, le contexte a changé et malgré les réformes, elle ne répond plus aux attentes de la société.
- En favorisant massivement la production (paiements directs fondés sur les rendements, présents ou passés) et **marginale la préservation de l'environnement** (conditionnalité peu ambitieuse, budget insuffisant pour les prairies, les mesures agroenvironnementales, l'agriculture biologique) et le bien-être animal, les deux piliers de la PAC ont contribué à :
  - un agrandissement et une spécialisation des exploitations,
  - une compétitivité tournée vers les rendements et non l'autonomie des exploitations,
  - une simplification des paysages avec, dans de nombreuses régions, une place insuffisante laissée aux espaces de régulation écologique (haies, bandes enherbées, talus...),

- un appauvrissement de la biodiversité domestique (races, variétés) et sauvage (faune et flore), une surconsommation et une pollution des eaux, une dégradation du sol et de la qualité de l'air...

**Aujourd'hui, la PAC n'est plus légitime aux yeux des citoyens : il est donc urgent de la réformer.**

### Quels sont les défis que doit relever la future PAC ?

- **L'agriculture doit produire des aliments tout en préservant durablement son capital de production** : fertilité du sol, qualité et quantité des eaux, biodiversité sauvage et domestique, climat, qualité de l'air, etc. Elle doit aussi anticiper les changements climatiques. Pour FNE, **défi alimentaire et défi environnemental sont donc intimement liés**. L'acte de production doit, en lui-même, préserver les ressources naturelles qui lui permettent de produire.
- La fourniture de biens non alimentaires, comme les **agrocarburants**, n'aura de sens que si elle s'oriente vers l'autonomie énergétique des exploitations agricoles.
- En Europe, les surfaces agricoles sont limitées. L'Union européenne doit viser la **souveraineté alimentaire à l'échelle du continent** et permettre aux pays tiers de retrouver leurs agricultures vivrières. Nous pouvons réduire nos importations en provenance des pays du Sud pour ne pas encourager une spécialisation excessive des agricultures. Inversement, l'agriculture européenne ne peut pas nourrir le monde. Nous pouvons réduire nos exportations à destination des pays du Sud et limiter leur dépendance.
- Les productions, qu'elles soient européennes ou importées, doivent être saines. Nous ne pouvons accepter l'importation de produits qui ne respectent pas la réglementation européenne. Certains aliments importés, par exemple, sont traités avec des pesticides non autorisés dans l'Union Européenne.
- Les citoyens souhaitent renouer avec leur agriculture, avec des produits de proximité, de saison, diversifiés et sains, à bas niveau de pesticides. Ils demandent l'essor des **agricultures les plus favorables à l'environnement, comme l'agriculture biologique ou l'agriculture à bas niveau d'intrants**.

### Pourquoi une agriculture « liée au territoire » ?

- L'agriculture française dépense **60 % de son chiffre d'affaire (hors prime) en moyenne sous forme d'intrants** (engrais, pesticides, carburant, aliment du bétail...), toutes productions confondues. Cette dépendance aux intrants révèle la **déconnexion entre la production agricole et les ressources du terroir**, et fait peser une menace économique permanente sur les exploitations et sur les milieux naturels. Elle signe une intensification des

achats d'aliments pour le bétail et de l'utilisation de produits agrochimiques difficilement supportable, synonyme de pollution des eaux, de l'air, de contamination des chaînes alimentaires...

- Pour FNE, l'agriculture doit aujourd'hui **retrouver son autonomie**, se libérer de sa dépendance aux intrants. Substituer une fraction de l'agrochimie par un peu d'agronomie peut réduire notablement la consommation annuelle en engrais, pesticides et autres consommables d'une exploitation.

## Que propose FNE pour la future PAC ?

### 1. REDEFINIR LES CRITERES D'ATTRIBUTION DES AIDES

#### ➤ Rémunération pour une production alimentaire durable

Il est temps de reconnaître que préservation de l'environnement et production agricole doivent aller de pair. FNE propose que les aides rémunèrent désormais une production alimentaire durable, attribuées à l'ensemble des agriculteurs selon 3 critères agronomiques simples et lisibles.

- **La place laissée à la nature** : 5% de la surface agricole utile des exploitations en « espaces de régulation écologique » : haies, bosquets, mares, talus et plus généralement tous les espaces sans labour ni engrais ni traitements.
- **La diversification des cultures** : 4 cultures différentes minimum par exploitation agricole, dont la principale n'excède pas 50 % de la sole cultivée. Les prairies permanentes et temporaires sont comptabilisées comme 1 culture. Ne sont pas concernés par cette mesure les cultures pérennes ni les systèmes contenant plus de 50 % de surface en herbe dans leur surface agricole utile.
- **L'autonomie des exploitations** : Une part des intrants limitée à 60 % du chiffre d'affaires de l'exploitation. Les intrants regroupent l'ensemble des achats réalisés pour produire : les engrais, pesticides, carburants, aliments du bétail. Ce chiffre de 60 % correspond à la valeur moyenne française du chiffre d'affaires.

**Le paiement des aides se fait à l'hectare et est plafonné par actif.**

**Préserver les ressources naturelles, le sol, l'eau, l'air, la biodiversité n'est pas un luxe : c'est une condition nécessaire à la production alimentaire à long terme.**

- #### ➤ Rémunération des prestations environnementales pour les agriculteurs qui apportent un « plus » à l'environnement

- **Pour l'agriculture biologique, l'agriculture de haute valeur environnementale** fondée sur un bas niveau d'intrants
- **Dans des zones où les enjeux environnementaux** sont particulièrement importants : zone Natura 2000, bassins Directive Cadre sur l'eau, zones à Haute Valeur Naturelle, trame verte et bleue, prairies permanentes de longue durée...
- Pour les systèmes d'élevage qui associent le respect de l'environnement avec un **bien-être animal** nettement supérieur aux normes minimales

## 2. REGULER LES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES

- **En réduisant les exportations** de produits agricoles
- **En taxant les importations** ne répondant pas aux exigences imposées aux agriculteurs européens : taux de pesticides, OGM, etc.

### Et dans le cadre des actuelles négociations de Bruxelles ?

- La **Commission européenne** a publié le 12 octobre 2011 ses propositions législatives pour la future PAC, avec notamment un « verdissement » du 1<sup>er</sup> pilier reposant sur 3 mesures (diversification de l'assolement, maintien des prairies permanentes, infrastructures agroécologiques).
- Dans ce contexte, FNE agit pour :
  - **Un paiement vert dans le premier pilier à hauteur de 30% et obligatoire pour tous les agriculteurs** de l'Union européenne, assorti de mesures qui constituent un réel progrès par rapport aux pratiques agricoles actuelles et à la conditionnalité existante :
    - **un assolement à 4 cultures**, la principale n'excédant pas 50% de la sole, afin de permettre une rotation efficace et réduire la dépendance des systèmes agricoles aux intrants
    - **une part d'infrastructures agroécologiques d'au moins 7%**, afin de permettre une régulation efficace des écosystèmes agricoles et un réel progrès par rapport aux exigences actuelles de la conditionnalité
    - **un maintien des surfaces en prairies permanentes** avec une année de référence **antérieure à 2010**, afin d'éviter les retournements anticipés de prairies comme cela a été le cas en France
  - **Le maintien d'un niveau d'exigence au moins équivalent à celui d'aujourd'hui pour la conditionnalité** (respect des règlements et

BCAE) et l'introduction de la Directive Cadre sur l'Eau et du Paquet Pesticides.

- **Un soutien ambitieux à l'agriculture biologique** et aux systèmes agricoles à bas niveau d'intrants comme, en France, **l'agriculture de Haute Valeur Environnementale**
- **L'abandon du soutien aux cultures énergétiques**, qui bénéficient déjà d'un contexte économique favorable et posent de plus en plus de questions en termes d'impact sur l'environnement et la souveraineté alimentaire
- Une priorité forte allouée à **l'environnement dans le deuxième pilier**, assortie d'un budget d'au moins 50% de l'enveloppe du deuxième pilier, et un soutien incitatif à la mise en place de mesures de gestion en **zones Natura 2000**